
Archives orales et histoire des organisations

Archives orales et histoire des organisations

Conférences de l'année 2011-2012

Florence Descamps



Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/ashp/1515>

DOI: 10.4000/ashp.1515

ISSN: 1969-6310

Publisher

École pratique des hautes études. Section des sciences historiques et philologiques

Printed version

Date of publication: 1 September 2013

Number of pages: 215-217

ISSN: 0766-0677

Electronic reference

Florence Descamps, « Archives orales et histoire des organisations », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [Online], 144 | 2013, Online since 07 November 2014, connection on 04 March 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/1515> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ashp.1515>

Tous droits réservés : EPHE

ARCHIVES ORALES ET HISTOIRE DES ORGANISATIONS

Maître de conférences : M^{me} Florence DESCAMPS

Programme de l'année 2011-2012 : I. *Des archives sonores à la mémoire orale : la « fabrique » d'un patrimoine immatériel ?* (premier semestre). — II. *Étude de cas. L'histoire orale du ministère des Finances au XX^e siècle. Les années Mitterrand* (second semestre).

I. *Des archives sonores à la mémoire orale : la « fabrique » d'un patrimoine immatériel ?*

Le lien qui peut exister entre oralité, connaissance du passé, mémoire et patrimoine a précocement fait en France l'objet de questionnements au sein des sciences sociales, donnant lieu à des pratiques d'enquête originales, appuyées sur l'innovation technologique en matière de prise de son et d'images. Le premier axe d'étude consiste à établir la généalogie et l'histoire de ces pratiques, depuis les premières fixations conservatoires de la parole dès avant le tournant du XX^e siècle jusqu'aux actuelles enquêtes de mémoire orale filmées et à étudier les configurations scientifiques et sociales qui permettent leur émergence (archives de la parole, traditions orales, ethnographie et ethnomusicologie, histoire orale, archives orales, témoignages oraux, enquêtes orales, mémoire orale, patrimoine oral, patrimoine mémoriel, etc.)

Le deuxième axe consiste à étudier comment ces pratiques d'enquête se sont doublées (ou non) de pratiques de conservation, de transmission et de valorisation et comment elles se sont vues saisies par la problématique patrimoniale. Depuis les archives de la Parole créées en 1911 jusqu'à la notion de « patrimoine culturel immatériel », installée par l'UNESCO en 2003, le séminaire s'interroge sur la manière dont la parole enregistrée et la mémoire se trouvent elles aussi prises dans la « fabrique » du patrimoine. Quel est le rôle de la demande sociale en matière de mémoire et de patrimoine ? En quels termes et par quels canaux s'exprime-t-elle ? Quels acteurs se saisissent actuellement de cette demande sociale et cherchent à y répondre ? Quelles compétences professionnelles se sont construites pour répondre à cette demande ? Quels sont les indices ou les critères qui permettent de parler de *patrimonialisation* de la parole et de la mémoire ? Y a-t-il des résistances à ce mouvement ? Peut-on parler d'un patrimoine oral en France ? À quelles conditions peut-on parler d'un patrimoine mémoriel ? La mémoire des membres d'une institution peut-elle se constituer en patrimoine ? La mémoire archivée constitue-t-elle un patrimoine immatériel ?

Pour appuyer cette réflexion, plusieurs exemples de collections ont été étudiés cette année, notamment *Les archives de la mission du Folklore musical en Basse-Bretagne de 1939*, collectées par Claudie-Marcel-Dubois, François Falc'hun et Jeanine Auboyer, conservées au MNATP et restées inédites jusqu'à la fin des années 2000¹.

1. Pendant l'été 1939 ont été collectées 7 heures de musique, 437 photographies, 25 minutes de film muet, ainsi que de nombreux documents écrits (correspondance, archives, questionnaires, carnets de terrain, notations musicales, transcriptions linguistiques, rapports...).

Ces archives ont été publiées en 2009, documentées et éditées par Marie-Barbara Le Gonidec responsable du département de la musique du MUCEM¹, ce qui a permis leur découverte et leur réappropriation par le public, breton ou non, et leur « revisitation » par les conservateurs et les chercheurs.

Le troisième axe, plus pratique, s'inscrit délibérément dans une démarche d'ingénierie patrimoniale et historique² et souhaite donner aux étudiants les outils méthodologiques, scientifiques, juridiques, éthiques et réflexifs nécessaires pour répondre à la demande en matière de mémoire et de patrimoine oral. Dans ce cadre, afin de tenir compte de l'expansion des techniques audiovisuelles dans le domaine de la mémoire orale, plusieurs séances ont été organisées sur l'entretien filmé, ses techniques, ses enjeux méthodologiques, ses apports scientifiques et l'impact qu'a la caméra sur la prise de parole et le témoignage³. L'expérience de C. Mascolo, réalisatrice des entretiens filmés du Comité d'histoire de la Télévision a été présentée et discutée, ainsi que la réflexion menée par R. Besson dans le cadre de sa thèse⁴, *De la parole filmée au film monté. Le cas de Shoah de Claude Lanzmann*. Le séminaire a été suivi par les étudiants du master 2 de l'université Paris-I, « Histoire et gestion du patrimoine culturel français et européen »⁵, puis selon leurs besoins et leur sujet de recherche, par des auditeurs supplémentaires, selon le sujet de la séance.

II. Histoire orale du ministère des Finances au XX^e siècle

Le second semestre est consacré à une étude de cas en histoire orale, ici l'histoire du ministère des Finances au xx^e siècle, à partir de l'apport croisé des sources écrites et des sources orales et à travers la confrontation des *points de vue* entre chercheurs et témoins, entre historiens économiques, historiens de l'administration, historiens du politique, économistes et politistes.

Le questionnement du séminaire porte sur la *contribution* du ministère de l'Économie et des finances à l'élaboration, à la décision et à l'application des successives

1. *Les archives de la mission de Folklore musical en Basse Bretagne de 1939* par Claudie Marcel-Dubois, François Falc'hun, Jeannine Auboyer, éditées et présentées par Marie-Barbara Le Gonidec, Paris-Rennes, CTHS-Dastum, 2009, 448 p., DVD.
2. F. Descamps, « Les comités d'histoire, ornements inutiles ou nouveaux acteurs de la recherche? », *Études et documents*, X, Paris, CHEFF, 1999, p. 481-542; « Les comités d'histoire ministériels en France et l'histoire de l'État des années 1970 à nos jours. Une expérience d'ingénierie historique », dans M. Mangenot et S. Schirmann (dir.), *Les institutions européennes font leur histoire. Regards croisés soixante ans après le traité de Paris*, Bruxelles, PIE, Peter Lang, 2012, p. 93-111.
3. F. Descamps, « Et si on ajoutait l'image au son? Quelques éléments de réflexion sur les entretiens filmés dans le cadre d'un projet d'archives orales », *Gazette des Archives*, n° 196 (2004), p. 95-122.
4. R. Besson, *La mise en récit de « Shoah »*, thèse EHESS 2012, sous la direction de C. Delage.
5. Ce master a pour ambition de former des personnels aptes à mettre en valeur des éléments de l'héritage historique et culturel, français et européen, en leur assurant une solide culture générale (histoire, histoire de l'art, patrimoine) et en leur donnant une formation pratique et professionnelle (ingénierie culturelle et historique, gestion de projet, valorisation patrimoniale). Les étudiants du master rendent un travail à la fin de l'année donnant lieu à évaluation; il leur est proposé de réaliser un dossier de présentation d'une collection de témoignages oraux existante avec proposition de valorisation ou d'exploitation historique, ou de présenter un projet de création d'un corpus de témoignages oraux, avec au moins deux interviews réalisées et analysées.

politiques économiques et financières menées en France depuis 1945. La connaissance ou la *perception* par les différentes directions centrales des enjeux économiques et financiers auxquels a été confrontée la France, qu'ils soient nationaux ou internationaux, la *culture* politique, économique et technique des dirigeants administratifs, la *capacité* des services et de leurs responsables à répondre aux impulsions du politique ou à peser dans le processus décisionnel, le choix des *dispositifs et des outils administratifs* destinés à la mise en œuvre des politiques publiques concernées, l'initiative et la marge de manœuvre des acteurs individuels, ainsi que le couple *décideurs/experts* font l'objet d'une attention particulière.

Après s'être consacré aux « années Giscard » en 2010 et 2011, le séminaire a abordé à partir de janvier 2012 « les années Mitterrand » et s'est focalisé sur la séquence « 1981-1984 : le changement ? ». Plusieurs manifestations, travaux et publications historiques ont commencé à défricher cette période, mais selon le point de vue de l'Élysée et dans une moindre mesure, de Matignon. Dans ce séminaire, c'est le *point de vue de la rue de Rivoli* et de ses grandes directions centrales qui est délibérément privilégié, ainsi que celui du cabinet du ministre des Finances.

Les acteurs ou les témoins ayant participé à l'élaboration ou à l'application des politiques économiques et financières conduites par les gouvernements successifs sont invités à prendre part aux travaux, à entrer en dialogue avec les chercheurs qui travaillent sur les périodes qu'ils ont vécues et à confronter leurs analyses. Lorsqu'ils en acceptent le principe, leur témoignage est enregistré et déposé au Comité pour l'histoire économique et financière qui possède une collection de plus de 3 000 heures d'archives orales collectées depuis 1988 auprès des hauts fonctionnaires du ministère de l'Économie et des finances.

Quatre thèmes d'étude principaux se sont dégagés en 2012 : la politique macro-économique et ses inspirations/respirations (J.-C. Asselain, Bordeaux-IV ; M. Fulla, ATER université de Nantes ; P. Dubois, chef du service des synthèses économiques 1978-1989 et directeur adjoint de l'INSEE) ; la politique monétaire (L. Quennouëlle, CNRS ; A. Reichart, Paris-I ; V. Duchaussoy, mission historique de la Banque de France ; P. Lagayette, directeur de cabinet de Jacques Delors, ministre de l'Économie et des finances, 1981-1984) ; la lutte contre l'inflation (C. Jouven, directeur général de la direction de la Concurrence et de la consommation, 1982-1984) et l'histoire interne du ministère (J. Planet, directeur du personnel et des services généraux, 1982-1986).

Les témoignages oraux ont permis de mettre en discussion la notion de « tournant de mars 1983 » et de s'interroger sur la matérialité de ce tournant, ainsi que sur sa construction *mythologique et politique*. Cette question sera retravaillée en 2013.